

Pour le développement des luttes et la victoire du socialisme

André Garnier (Loire)

Le retard historique relatif de l'industrialisation dans notre pays et la persistance de couches sociales traditionnelles nombreuses liées au capitalisme des petites unités de production ont longtemps freiné le développement du grand capital des oligopoles. Il semble cependant que la grande bourgeoisie ait entrepris, sous le régime gaulliste, de combler ce retard, notamment sous la contrainte du Marché commun et de l'âpre compétition économique internationale.

Cette évolution accentue le développement « en créneaux » de l'économie française et par suite, le clivage entre couches sociales en voie d'intégration dans le mouvement de progression du néo-capitalisme et celles qui sont menacées par ce mouvement. La prolétarisation des petits commerçants ou des agriculteurs explique le néo-poujadisme du CID, les succès du MODEF dans la paysannerie. La classe ouvrière subit directement la pression sociale et idéologique du néo-capitalisme, mais surtout elle fait les frais de cette deuxième accumulation primitive du capital : concentrations et réorganisation industrielle, migrations massives de main-d'oeuvre, intensification du travail, génératrices de crises fractionnées et de luttes très dures mais partielles.

Dans ces conditions, le problème posé au mouvement ouvrier et socialiste est celui du débouché politique qui, seul, permettra de généraliser les luttes dures et l'affrontement sur le terrain du pouvoir.

Le mouvement réel des masses

Le PSU d'AVANT MAI avait admis (implicitement et parfois sans le dire) l'idée de l'intégration de la classe ouvrière à la société capitaliste ; par exemple : l'interprétation de la grande grève des Mineurs de 63 comme une réaction de « désespérés » d'une vieille classe ouvrière condamnée par l'évolution technologique. L'idée de s'adresser, en priorité, aux couches nouvelles n'était peut-être au fond que la transposition, à la situation française

du « schéma marcusien » selon lequel la base sociale de la révolution n'est plus la classe ouvrière.

La crise de Mai 68 comme ses prolongements ont fait éclater un certain nombre de ces schémas reposant sur des présuppositions « pessimistes » quant à l'avenir de la révolution socialiste.

Depuis deux ans, le PSU souligne à juste titre : d'une part une certaine « montée des luttes », et surtout une tendance à l'élargissement de la base de la contestation du système capitaliste.

Nous ne revenons pas sur la « montée des luttes », largement décrite par ailleurs.

En revanche, il faut insister encore sur le deuxième point. En effet, cette contestation ne se limite plus aujourd'hui à l'horizon étroit de l'entreprise, au champ de la production matérielle. L'emprise croissante du capitalisme sur l'ensemble des secteurs de la vie sociale (lié aux tentatives d'intégration sociale et idéologique) qui s'exprime en particulier sur le « cadre de vie » comme par le développement des conditionnements de masse de la vie quotidienne (loisirs, sexualité, culture) crée des contradictions nouvelles, notamment dans un certain nombre de couches jeunes et intellectuelles. Celles-ci, de par la nature de leur insertion sociale (sentiment d'exclusion) rejettent spontanément les modèles culturels de la classe dominante.

Il faut ajouter ici quelques remarques

— Ces besoins nouveaux, liés à la version la plus contemporaine du capitalisme, étaient traditionnellement peu pris en charge par le mouvement ouvrier et socialiste. C'est pourquoi, tout en répondant à un « vide » **qui ne peut aller qu'en s'approfondissant**, ils achoppent souvent sur la possibilité de donner naissance à **de réelles actions politiques de masse**. Il y a ici un décalage entre **les potentialités** de luttes qui sont **réelles** (cf. Campagne transport) et leur **concrétisation** : ce décalage explique, selon nous,

en grande partie pourquoi tant des luttes promises ne dépassent pas le stade **propagandiste**.

— Les particularités du capitalisme dans sa phase actuelle et notamment l'accélération de la révolution technologique, si elles permettent dans certains cas de consentir des augmentations de salaires (vite récupérées par l'inflation), supposent dans bien d'autres cas une aggravation des conditions de travail (cadences) ce qui aboutit à déplacer tendanciellement l'axe des revendications ouvrières et crée de nouveaux thèmes d'agitation et de combat.

Or les stratégies syndicales **traditionnelles** (avec des nuances) sont largement inadéquates à répondre à ces nouveaux besoins de la lutte ouvrière. Ceci peut créer une base objective, dans certains cas, à des actions extérieures au syndicat.

— Cependant, de par leur nature même, ces conflits éclatent à des rythmes très différents, ce qui les rend en fait, jusqu'à présent, incapables de converger, par eux-mêmes, sur une remise en cause du système dans son ensemble.

D'autre part, l'extension même de la lutte à de nouveaux secteurs pose, dans la mesure où elle élargit la base objective des luttes, de nouveaux problèmes au mouvement socialiste qu'il avait eu tendance à sous-estimer par le passé. En particulier, les couches jeunes et intellectuelles, bruyamment révélées par le mouvement de Mai 68, n'adoptent pas spontanément les mêmes formes d'expression et de langage que les autres couches sociales. Critiquant le système sous l'angle exclusif du « mode de vie » et de la culture, elles ont tendance à « oublier » la nécessité, pour réaliser la société de type nouveau, de s'emparer d'abord du pouvoir économique et des principaux centres de décisions. Inversement, les travailleurs insérés dans le processus productif ont tendance à négliger davantage l'aliénation subie au niveau de la vie quotidienne. En ce sens, l'unification du mouvement socialiste est à faire.

Le processus révolutionnaire

Malgré la permanence des déclarations officielles des organisations « révolutionnaires » sur la montée des luttes, il est évident que celles-ci n'atteignent ni quant à leur ampleur, ni quant à leur orientation, le niveau maintes fois annoncé.

Les possibilités d'intervention des masses auraient-elles été surestimées ? Nous ne le pensons pas. En vérité, un certain nombre d'erreurs freinent le développement et l'orientation

anti-capitaliste des luttes.

En particulier, la crise des partis communistes provoque le développement, sous diverses formes, d'un courant « néoléniniste » qui se fait passer pour le courant révolutionnaire lui-même. C'est de cette manière, que beaucoup de militants croient rejoindre l'authentique tradition révolutionnaire par delà cinquante ans d'histoire marqués, entre autres, par le progrès technologique et ses conséquences et par l'évolution de la société soviétique et les leçons que l'on doit en tirer.

Dans la réalité, le niveau de développement des forces productives exige du mouvement marxiste qu'il soit capable de définir une stratégie de développement du « processus révolutionnaire » qui soit l'expression du mouvement réel des masses et non le placage sur les faits isolés, même s'ils sont significatifs, de schémas abstraits pré-établis.

Le problème posé est finalement celui de la mutation révolutionnaire du mouvement réel des masses caractérisé par une multiplicité d'actions à objectifs partiels. Cette mutation doit intervenir essentiellement au niveau des objectifs poursuivis, le problème des moyens étant dépendant de ceux-ci comme de l'expérience des luttes.

Dans la situation actuelle, le développement des forces productives comme la modification des formes de pensée à partir des progrès de la science et de la technique, créent les conditions d'une transformation des luttes populaires sur un triple plan : la perception par les masses des formes de l'oppression, l'élaboration des objectifs, la détermination des moyens d'action.

De ce fait, toutes les organisations du mouvement populaire et socialiste, qu'elles soient politiques ou syndicales, sont secouées par une crise profonde.

Notre Parti subit aussi les contre-coups de cette conjoncture historique. Mais, dans la mesure même où il se définit comme un dépassement de toutes les traditions socialistes existantes (staliniennes — social-démocrate — trotskyste...) la tentation est grande pour lui de s'enliser dans une stratégie de la « table rase » qui correspond bien à la forme de pensée des éléments petits bourgeois nombreux en son sein. Celle-ci consiste à majorer les possibilités de bouleversement rapide et complet au niveau de la super-structure politique et à concevoir des schémas abstraits et illusoirement impliquant, par exemple, que l'influence du PCF dans la classe ouvrière a très largement diminué. On peut, dès lors, en manipulant quelques

concepts au singulier, comme « le » parti révolutionnaire qui pourrait nous faire revivre l'ambiance de 1917 s'il n'y avait pas ces faits têtus, dont parlait déjà Lénine, qui nous rappellent que la réalité de 1917 est forte différente.

En vérité, nous nous trouvons aujourd'hui devant la nécessité de mener à bien trois tâches historiques dialectiquement liées entre elles :

— 1°. Le mouvement réel des masses doit donner la priorité au développement et à la coordination des luttes. Ceci implique que le mouvement syndical accentue la politisation des luttes ; c'est pourquoi le rôle d'un parti révolutionnaire sera de pousser les syndicalistes à ne pas se limiter à des tâches corporatives, mais, bien plus, à orienter les luttes dans un sens anti-capitaliste.

— 2°. S'il veut élargir notablement sa base militante, le PSU doit amener à un engagement politique effectif tous les militants ouvriers qui ont une grande expérience des luttes et une certaine conscience politique. La conjoncture est à cet égard favorable puisque la sclérose du PCF et la dégénérescence de la social-démocratie ont provoqué une importante prise de conscience politique à l'intérieur du syndicalisme et notamment à la CFDT.

— 3°. La montée des luttes populaires est actuellement freinée par le sentiment très répandu, dans les masses, qu'il n'existe pas de coalition anti-capitaliste capable de triompher.

Les travailleurs, après toute une série de désillusions, n'ont aucun goût pour les batailles perdues même si celles-ci permettent d'enrichir l'acquis théorique du mouvement socialiste.

L'extrême dispersion actuelle des forces socialistes (ou qui se déclarent « socialistes ») prépare à la base un formidable désir d'unité. Ne pas en tenir compte serait tourner le dos aux aspirations les plus profondes de la classe ouvrière même si celles-ci sont souvent dévoyées par les tenants du réformisme.

Le vrai problème est celui du développement du COURANT SOCIALISTE et des rapports entre celui-ci et les autres courants, notamment avec le courant représenté par le PCF et les organisations qu'il contrôle.

LE COURANT SOCIALISTE appelé à rassembler le PSU et de nombreux travailleurs d'autres organisations notamment syndicales ne peut se développer qu'à deux conditions :

— qu'il se définisse clairement sur la base d'un Projet Socialiste, dans le sens d'un Socialisme d'Autogestion et d'une stratégie de développement du mouvement des masses à partir des actions concrètement engagées ;

— qu'il entretienne, dans une perspective de rassemblement anti-capitaliste, des rapports à la fois unitaires et contradictoires avec les autres courants et notamment le courant PCF.

C'est dans cette perspective qu'il est possible d'entraîner sur nos positions, les travailleurs qui sont actuellement figés dans l'expectative devant les divisions du mouvement ouvrier, le néo-réformisme des courants puissants et la faiblesse des courants qui leur proposent une perspective révolutionnaire sans jamais poser d'une manière réaliste le problème du rapport de forces face à l'ennemi commun. ■